



TERMES DE REFERENCE

Consultant en recherche sur les écosystèmes de montagne, restauration climato intelligente et mesures d'adaptation au changement climatique

Lieu	Port au Prince, Haïti
Type de Contrat	Contrat individuel
Domaine	Environnement et résilience climatique
Langues demandées	Français et Créole. Atout (bonne connaissance en Anglais)
Date limite de candidature	
Date de démarrage initiale	
Durée	15 mois

1. Mise en contexte

Les ressources forestières et les écosystèmes sont essentiels à la **résilience climatique** parce qu'ils fournissent l'eau, la sécurité alimentaire, la protection contre les désastres naturels, la matière organique pour la fertilité des sols, la rétention du carbone, et l'appui aux moyens de subsistance. Haïti souffre malheureusement d'une **dégradation extrême de l'environnement**, qui se constate tant en milieu rural, urbain que marin. Celle-ci a un impact direct important sur l'économie et la société, entraînant une diminution relative de la production agricole, du rendement de la pêche côtière, des surfaces cultivables, des ressources en eau et de la disponibilité de bois de feu et de charbon de bois. L'épuisement des espaces disponibles pousse aussi les plus démunis à s'installer dans des **zones particulièrement vulnérables** aux **catastrophes naturelles** comme les lits de rivières et ravines, les zones inondables ou sujettes aux glissements de terrain, etc.

Investir dans des actions permettant une meilleure résilience aux changements climatiques n'en devient donc que plus urgent.¹ L'histoire du reboisement et de la reforestation en Haïti est marquée par un ensemble de petits et de grands projets, voire des programmes budgétivores. Cependant, tout en poursuivant des objectifs d'amélioration du couvert boisé d'Haïti et de réduction des risques auxquels les populations notamment des villes sont exposées, des lacunes ou insuffisances sont constatées qui portent en général sur :

- ✓ un manque d'enracinement, notamment en termes de vision de territoire ;
- ✓ l'absence d'une approche spatiale prenant en compte les paysages naturels comme infrastructures naturelles et la place des systèmes d'élevage extensifs dans de tels « écosystèmes » ;
- ✓ la déficience du raisonnement écologique et non plus agronomique, pour rechercher une adéquation sol-climat-plante dans l'écosystème ;
- ✓ des transferts de techniques tronqués qui ne permettent pas la fonctionnalité et la reproductibilité de celles-ci et encore moins le déploiement de politiques « carbone vert », comme carbone bleu ;

¹Estimation des coûts des impacts du changement climatique en Haïti, GEF ID n°3733/PIMS ID n°3971, Carbonium/Ministère de l'Economie et des Finances, septembre 2015

En outre, ces projets et programmes touchent en général très peu les montagnes de moyenne altitude et encore moins celles de haute altitude qui sont en général les plus dégradées. Ils ne prennent pas non plus en compte les conditions de vie de leurs habitants, qui sont l'une des catégories sociales les plus défavorisées, n'intègrent pas les stratégies et les intérêts des agriculteurs, ni ne se font pas dans une approche économique sensibilisante, qui fait ressortir les avantages et le coût-bénéfice d'un arbre planté. Ces expériences non abouties de gestion de l'environnement, et plus particulièrement de reboisement et de reforestation, invitent à une rupture ou un changement de paradigme, inscrit dans une démarche de territoire et de gouvernance locale participative, à impact direct sur le développement économique et le bien-être humain. C'est ce que traduit le document de Plan de programmes du Ministère de l'Environnement (MdE), intitulé « *Haïti, pour un autre environnement adapté au changement climatique* »², qui inclut ces 3 programmes phares du Ministère de l'Environnement (MdE) :

- ✓ Montagne économiquement verte (MEV),
- ✓ Village routier par intersection communale (VRIC),
- ✓ Ville et littoral écologiquement sains

2. Cadre général des prestations

Les prestations s'inscrivent dans ce cadre et consistent en gros en six (6) missions confiées par le Ministère de l'Environnement au prestataire, dont en particulier **la recherche sur les écosystèmes et les terres dégradées de montagne, la concrétisation du déploiement d'un cadre de gestion intégrée des ressources naturelles des montagnes et de mise en synergie des mesures d'intervention de développement économique et sociale au bénéfice de l'environnement**. La concrétisation de ces missions pilotes permettra de clarifier le cadre opérationnel de l'action de l'Etat dans la gestion des écosystèmes des montagnes et des bassins hydrographiques de manière transversale, en formalisant des cadres de réponses aux dysfonctionnements de l'amont (territoires montagnards) sous pilotage du MDE mais au bénéfice des milieux de l'aval et des activités économiques des autres ministères, tout en apportant un cadre d'intervention aux ONGs partenaires afin que celles-ci se conforment aux exigences de l'Etat Haïtien dans ce domaine.

3. Détails de la prestation technique

Dans le cadre des missions pilotes, les responsabilités spécifiques à accomplir sont les suivantes :

MISSIONS	ENNONCE	LIVRABLES
1	Recherche sur les espèces forestières natives, les écosystèmes naturels de montagne et la biodiversité dans la zone d'action (terre dégradée à restaurer)	• Un rapport d'atelier/activité comprenant la liste des espèces endémiques • Une base de données à référence spatiale sur les espèces
2	Diagnostic et analyse des conditions biophysiques des zones sous étude, utilisant les images satellites disponibles, pour à la fois produire des cartes Identifiant les zones les plus exposées à l'érosion et proposer des mesures d'aménagement appropriées, réalistes et durables	• Une cartographie montrant la répartition spatiale des espèces • Une cartographie montrant les zones à aménager • Des propositions de mesures d'aménagement appropriées, réalistes et durables
3	Accompagnement de la population cible dans la restauration organisée de terre dégradée et la protection de l'environnement, selon une double approche de mutualisation de jardins voisins et d'agroforesterie	✓ Un document sur l'organisation et le fonctionnement de la structure de gouvernance locale participative dite Combite Participation Citoyenne pour l'Environnement ✓ Un plan d'action détaillé

² Document qui fera l'objet au premier trimestre de 2021 d'une vaste consultation des acteurs du secteur, à la fois pour enrichissement, validation et appropriation, en vue d'orienter leurs interventions sur le territoire national.

		✓ Une liste de propriétaires adhérant à la stratégie de mutualisation de jardins voisins pour la restauration de terre dégradée
4	Recherche-développement sur la fabrication et l'usage du béliet hydraulique dans les communautés rurales de montagne pour la promotion du jardin garde-manger	✓ Rapport d'étude hydrologique et topographique au niveau de la zone d'implantation du béliet hydraulique ✓ Rapport d'essai sur le fonctionnement d'un béliet hydraulique
5	Tiers-lieu incubateur de développement durable (<i>formation et animation d'ateliers de sensibilisation pour les jeunes en services écosystémiques, en jardin garde-manger et en transformation agroalimentaire, comme pistes novatrices d'entreprenariat écologique et technologique</i>)	✓ Un document de rapport d'ateliers animés pour les jeunes incluant des recommandations ✓ Une liste d'idées d'entreprise écologique et technologique (<i>en termes de connaissances de nouveaux systèmes et de nouvelles techniques de production, valorisation des déchets et transformation des produits agroalimentaires</i>)
6	Accompagnement des institutions scolaires dans la zone d'intervention en matière d'éducation à l'environnement pour leur implication active dans la campagne « Plante dlo »	✓ Document de rapport sur les institutions scolaires touchées ✓ Établissement dans chacune d'elles d'une pépinière et d'un jardin garde-manger ✓ Rapport d'expérimentation d'un bio-digesteur

4. Termes d'engagement

Mission d'une durée de quinze (15) mois, à partir de la date de signature du contrat par les deux parties.

5. Supervision

Le travail du Consultant est supervisé par la Direction de Gestion Intégrée des Montagnes et des Bassins Hydrographiques et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette Direction rend compte au Cabinet du Ministre de l'Environnement qui, à tout moment et de manière inopinée, peut faire une contre-supervision directe.

6. Modalités de paiement

Les paiements seront effectués par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) après l'approbation du rapport mensuel, incluant les livrables en fonction du calendrier défini ci-dessous.

LIVRABLES	DATE DE LIVRAISON	Pourcentage de paiement Par livraison de livrable
Note méthodologique incluant plan de travail (<i>activités, ressources nécessaires et calendrier de résultats</i>)	Signature du contrat + 1 semaine (<i>sur approbation</i>)	20 %
Livrables liés à la Mission 1 et 2	Signature du contrat + 5 mois (<i>sur approbation</i>)	20 %
Livrables liés à la Mission 3 et 6	Signature du contrat + 9 mois (<i>sur approbation</i>)	20 %
Livrables liés à la Mission 4 et 5	Signature du contrat + 13 mois (<i>sur approbation</i>)	20 %
Rapport final	Signature du contrat + 15 mois (<i>sur approbation</i>)	20 %

7. Qualifications requises

- ✓ Formation supérieure/universitaire en science agronomique ou sciences environnementales, ou dans une discipline apparentée, en géomatique et télédétection
- ✓ Praticien confirmé en transformation de produit agricole (*confiture, conserve de fruit, boissons fermentées, etc.*)
- ✓ Excellentes connaissances en fabrication de béliet hydraulique

- ✓ Connaissance variée et multisectorielle (*agriculture, environnement, technologie, recherche, développement durable*)
- ✓ Excellentes connaissances en pédologie et restauration des sols.
- ✓ Expérience prouvée dans la cartographie et la technologie spatiale, traitement numérique et analyse (*SIG, Bonnes connaissances des outils SIG et télédétection et des applications, de préférence ArcGis, Qgis*)
- ✓ Capacité d'analyse et de synthèse ;
- ✓ Capacité d'organisation, d'autonomie et d'initiative ;
- ✓ Capacité d'identifier les problèmes et de trouver les solutions
- ✓ Capacité à travailler dans des conditions difficiles (milieu rural)

8. Affectation

Direction de Gestion Intégrée des Montagnes et des Bassins Hydrographiques, Port-au-Prince, Haïti

9. Critères de sélection

- Proposition technique : 70/100
- Proposition financière : 30/100

Les dossiers de candidature devront comprendre :

- CV détaillé avec des mandats similaires et diplômes ;
- Une proposition technique décrivant l'approche méthodologique que le consultant compte utiliser pour réaliser le travail ;
- Une proposition financière dûment signée ;
- Trois références (email, téléphone et adresse).

Les dossiers de candidature doivent être reçus avant la date limiteà l'adresse suivante : procurement.ht@undp.com

Le PNUD s'est engagé à prendre en compte la diversité en termes de genre, de nationalité et de culture. Les personnes issues de groupes minoritaires, de groupes autochtones et de personnes handicapées sont également encouragées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées avec la plus stricte confidentialité.